

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.96.368

17 octobre 1996

(96-4312)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de la santé, de la prévoyance sociale et des sports L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Produits de nettoyage, c'est-à-dire produits contenant des substances de lavage: poudres de lavage et autres produits pour le nettoyage des vêtements et autres textiles, et savons pour l'hygiène des personnes
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: <u>(Draft) Order governing withdrawal of the Cleaning Agents Order (Food and Drugs Act) 1976</u> ((Projet de) Décret portant abrogation du Décret de 1976 sur les produits de nettoyage pris au titre de la Loi sur les médicaments et les produits alimentaires) - 2 pages, en anglais
6.	Teneur: Ce décret abroge entièrement le Décret de 1976 sur les produits de nettoyage pris au titre de la Loi sur les médicaments et les produits alimentaires. (Le décret de 1976 énonce des prescriptions concernant l'étiquetage et la composition des produits visés au point 4.)
7.	Objectif et justification: Cette abrogation intervient dans le cadre du processus de déréglementation (réglementation concernant l'indication des dosages sur les emballages, par exemple). Elle est également motivée par des raisons d'ordre juridique au niveau européen (le décret sur les produits de nettoyage contient des dispositions non conformes à la législation européenne sur les cosmétiques (Directive 76/768/CEE)). Troisièmement, les produits visés sont déjà couverts, pour ce qui est de leur étiquetage, par les dispositions de la Directive 88/379/CEE (cette directive a été mise en oeuvre aux Pays-Bas en application de la Loi sur les substances nocives pour l'environnement).
8.	Documents pertinents: Décret de 1976 sur les produits de nettoyage pris au titre de la Loi sur les médicaments et les produits alimentaires
9.	Date projetée pour l'adoption: } Date projetée pour l'entrée en vigueur: } 4 janvier 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 3 janvier 1997
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme: